

JOURNAL DU LOT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

CAHORS ET DÉP. : — 3 mois, 5 fr. ; 6 mois, 9 fr. ; Un an, 16 fr.
HORS DU DÉP. : — 6 » 11 » 20

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 cent. à chaque demande de changement d'adresse.

CAHORS : A. LAYTOU, Directeur, rue du Lycée.
PARIS : HAVAS et C^e, 8, place de la Bourse.

On est inscrit pour un abonnement de même durée, quand on ne renvoie pas le numéro qui suit l'abonnement précédent.

Imprimerie A. Laytou.

ANNONCES (la ligne) 25 cent
RÉCLAMES — 50

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

Chemin de fer d'Orléans. — Service d'Été.

Arrivées à	Départs de	Arrivées à					
CAHORS	CAHORS	LIBOS	VILLENEUVE-SUR-LOT	AGEN	PÉRIGUEUX	BORDEAUX	PARIS
11 h. 10 ^m matin.	5 h. 40 ^m matin.	6 h. 53 ^m matin.	10 h. 12 ^m matin.	10 h. 28 ^m matin.	10 h. 45 ^m matin.	4 h. 27 ^m soir.	12 h. 45 ^m matin.
5 » 7 » soir.	1 » 20 » soir.	2 » 55 » soir.	3 » 56 » soir.	4 » 22 » soir.	5 » 51 » soir.	10 h. 19 — 11 h. 17 soir.	4 » 39 » »
9 » 41 » »	5 » 50 » »	7 » 24 » »	8 » 46 » »	9 » 24 » »	10 » 54 » »	* * *	» 4 » soir.

Train de marchandises régulier : { Départ de Cahors — 5 h. 20^m matin.
Arrivée à Cahors — 7 h. 55^m soir.

Train de foire. — Arrivée à Cahors. — 9 h. 25^m matin.

Cahors, 21 Juillet.

République et Monarchie.

Nous ne recherchons pas le succès d'un paradoxe. Tout doit être simple et simplement dit dans la politique. Les esprits ingénieux n'y réussissent pas toujours aussi facilement que les esprits positifs, ceux qui vont droit à la vérité.

Pourtant, quand on nous oppose avec une apparence de raison, pour décourager les libéraux qui hésitent, le peu de durée des gouvernements sous forme de République qui se sont essayés en France depuis un siècle, avec plus ou moins de succès, — nous sommes tentés de répondre que c'est la République qui, tout compte fait, a le plus duré ; voici comment :

La forme et le nom sont quelque chose ; ils ne sont pas tout. La République peut avoir un manteau monarchique ; la monarchie peut avoir un tempérament républicain. Si c'est ce dernier principe qui domine, la monarchie est, à quelques égards, une République, « la meilleure de toutes » disait Lafayette en 1830. Essayez de mesurer maintenant, depuis la Révolution française, l'importance des modifications que l'instinct démocratique a introduites dans les institutions du passé, — soit en supprimant tout, comme dans certains titres de notre législation civile, — soit en mêlant son esprit aux lois politiques avec discrétion, comme dans la Charte de 1814, ou à forte dose comme dans celle de 1830. Calculez depuis quel temps ces suppressions radicales existent, ou le nombre d'années que ce mélange a duré, et vous arrivez à cette conclusion, que si trois royautes ont pu se succéder de 1814 à 1848 sans trop d'encombre, c'est qu'elles ont été, sous un titre royal, de véritables démocraties. La force du principe qu'elles avaient habilement associé soit à la tradition, soit à l'élection monarchique les a fait vivre. L'une d'elles, un jour fatal, a essayé d'emprunter sa force à ce qu'elle croyait son droit personnel et héréditaire ; elle a sombré dans l'irréparable naufrage du droit divin.

« Une République qui touche à la monarchie constitutionnelle, écrivait le duc de Broglie vers la fin de l'empire, une monarchie constitutionnelle qui touche à la République et qui n'en diffère que par la constitution et la permanence du pouvoir exécutif, c'est la seule alternative qui reste aux amis de la liberté. Toute autre république, c'est la Convention ; toute autre monarchie, c'est l'empire ; — la Convention sans entraînement, sans enthousiasme, sans l'excuse, admissible ou non, de la nécessité ; l'em-

pire sans le Code civil, sans le Concordat, sans Austerlitz. » La France avant la révolution de 1848, semblait avoir fait et pour longtemps son choix entre ces deux formes, si semblables, du gouvernement politique. Il est évident qu'elle a fait désormais un autre choix, consacré par la constitution de 1875, confirmé par les élections générales de 1876.

Il ne faut donc pas dire que la République est un gouvernement sans avenir, sous prétexte qu'il n'a pas dans notre pays un passé authentique. Son passé est lié à l'histoire même de la monarchie.

(Journal des Débats.)

Les Plébiscites

Consultons l'Histoire.

Le 18 brumaire, Bonaparte prend le Pouvoir, se fait la constitution dite de l'an VIII et demande au peuple de ratifier le tout, quatre mois après le coup d'Etat.

En l'an X, Bonaparte demande si on veut lui accorder le pouvoir viager.

En l'an XIII, Bonaparte se fait donner le titre d'empereur par le Sénat et demande au Peuple, cinq mois plus tard, de ratifier cette nomination.

Aux Cent-Jours, cela ne se passe pas autrement pour l'acte additionnel.

Le prince Louis-Napoléon Bonaparte suit exactement le même procédé. Il prend le pouvoir et demande ensuite si l'on veut des changements successifs qu'il a apportés dans la Constitution.

Peut-on dire que les Bonaparte, lorsqu'ils tenaient le pouvoir, étaient DÉINTÉRESSÉS ? que la condition de « désintéressement de la part du gouvernement de possession » était rempli ?

Peut-on dire que le « sentiment public était à l'abri de toute pression ? »

Peut-on dire que l'on offrait aux électeurs « le choix entre trois régimes ? »

Non ! on ne peut pas le prétendre. L'histoire est là pour répondre.

Si donc aucun des plébiscites anciens n'a rempli les conditions qui l'eussent rendu régulier, normal, nous demandons d'où les Bonaparte tirent les droits que l'on fait valoir.

(Gazette de France.)

M. Tristan Lambert.

Le nom de M. le baron Tristan Lambert, ex-député de l'arrondissement de Fontainebleau, est bien connu de tous ceux qui ont suivi les comptes rendus des débats législatifs. Il est peu de ces comptes rendus où M. Tristan Lambert ne figure, non point, il est vrai, comme orateur, mais comme interrupteur. Il avait encouru, en cette

qualité, un certain nombre de rappels à l'ordre et il était parvenu ainsi à se faire une certaine réputation, même en dehors du Parlement. Sa spécialité était de crier : Vive l'empereur ! De la part de M. Tristan Lambert cela ne tirait pas à conséquence. Il avait acquis le bénéfice attribué aux excentricités persistantes, de ne plus provoquer ni l'irritation, ni même l'étonnement. Quand l'interruption prenait un caractère trop antiparlementaire ou anticonstitutionnel, le président prononçait, pour la forme le rappel à l'ordre et tout était dit. Il y avait eu seulement cinq minutes de perdues pour la Chambre.

On pouvait présumer que, par suite de la dissolution, M. Tristan Lambert serait dans l'impossibilité de donner cours à ses habitudes d'interruption. C'était mal connaître le personnage. M. Lambert, ennuyé sans doute de ne plus figurer dans aucun procès-verbal, a trouvé moyen d'interrompre, non plus seulement un orateur dans son discours, mais le gouvernement lui-même dans son travail de préparation électorale et de jeter au milieu des partis conservateurs son cri accoutumé de vive l'empereur ! Ne pouvant plus parler, M. Lambert a écrit, et il a écrit comme il parlait, c'est-à-dire en enfant terrible, qui n'a nulle compréhension de l'opportunité et de la mesure et qui ne prend nul souci du fâcheux effet que peut produire dans son entourage son langage désordonné.

C'est par une circulaire adressée à ses électeurs de Fontainebleau que M. Tristan Lambert vient de troubler à la fois le ministère et le parti conservateur. Après divers propos sur l'excellence de l'acte du 16 mai, M. Lambert, en venant aux candidats officiels, s'est permis l'affirmation suivante : « Je suis autorisé formellement à dire que dans les prochaines élections, ma candidature est la seule qui, dans notre arrondissement, soit agréée et patronnée par l'illustre maréchal. » Cette allégation constitue au moins une indiscrétion fâcheuse. Le ministère tient essentiellement à ce que le secret soit gardé sur les résultats de son travail jusqu'au jour où les listes des candidats patronnés feront leur apparition officielle. On comprend que plusieurs candidats, devant le jour de cette apparition, se proclament dès à présent, de leur autorité privée et sur la foi de quelque parole en l'air, candidats officiels, le coup de théâtre sera manqué, et en outre le ministère peut se trouver engagé malgré lui à soutenir définitivement une candidature qu'il n'aurait acceptée qu'à titre provisoire. Ce qu'a fait M. Lambert en se targuant publiquement de la consécration officielle, d'autres bonapartistes peuvent le faire, et alors les autres partis monarchiques qui auront eu la bon-

homie d'attendre la décision ministérielle trouveront la place prise. Aussi les journaux de la droite et du centre droit protestent-ils contre la déclaration de M. Tristan Lambert et disent : ce n'est pas de jeu ; il est convenu qu'on ne partira pas les uns sans les autres. M. le baron à triché.

Mais il n'y a pas seulement une indiscrétion dans la circulaire de M. Tristan-Lambert ; il y a aussi, chose plus grave, une infraction à cette loi du silence, touchant les aspirations de chaque parti, qui est la condition sine qua non de l'union conservatrice. Il est convenu que, dans les élections, nul ne montrera son drapeau, que nul ne dira quelles sont ses espérances et vers l'établissement de quel régime il tend. Cette convention est connue sous le nom de trêve des partis. Comme elle est contraire à la nature des choses, elle n'a jamais été exécutée, et ne le sera jamais. Toutefois quelques politiques naïfs pouvaient se faire encore une illusion à ce sujet. Cette illusion, M. Tristan-Lambert vient d'y couper court. Il n'a pu se refuser plus longtemps à la satisfaction de crier vive l'empereur ! La force de l'habitude l'a emporté sur toutes autres considérations et voici en quels termes dénués d'artifice l'ex-député de Fontainebleau, actuellement candidat officiel, a donné à sa candidature son véritable caractère de candidature impérialiste !

« Les pouvoirs du maréchal expirés, je réclamerai un gouvernement définitif choisi par la France tout entière, directement, régulièrement, sincèrement consultée par l'appel au peuple, et tous mes vœux et mes efforts tendront alors à rétablir l'empire, l'empire autoritaire de 1852 et à relever le trône de l'héritier des Napoléon. »

On conviendra que ceci n'a aucun rapport avec la trêve des partis. Et ce qu'il y a de pis, c'est que le déploiement du drapeau de l'empire ne peut pas être considéré comme une simple excentricité et tenu pour le fait du seul M. Tristan Lambert. Le journal officiel de l'empire, l'Ordre, a fait sienne la circulaire du candidat de Fontainebleau en la publiant dans sa première page comme un manifeste véritable et sérieux du parti. Aussi le *Moniteur universel* ne peut-il dissimuler la vive contrariété que lui cause une telle attitude : « Nous nous demandons, dit ce journal, ce que deviendra l'union conservatrice, si chaque candidat se met à afficher, d'une façon aussi provocante, ses préférences personnelles. Nous avons dit : Un seul drapeau celui du maréchal ; et pas de guidons ! Mais il devient évident que si tous les candidats suivent l'exemple de M. Tristan Lambert, la formule se trouvera

renversée. Chaque parti sortira son drapeau ; et le drapeau du maréchal le seul qui devait être déployé, se trouvera réduit aux proportions du guidon le plus exigü. Est-ce là ce que veulent les bonapartistes ? »

Nous comprenons la peine que doit ressentir le *Moniteur universel* en voyant la théorie du guidon si complètement détruite par les faits, mais n'était-ce point véritablement se dupper soi-même de croire que, lorsqu'il s'agit de l'élection d'une Chambre appelée à se prononcer sur les plus graves questions constitutionnelles, à résoudre ce qu'on a appelé le problème de 1880, les partis se résigneraient à ne pas montrer leur drapeau. Alors même que les candidats consentiraient à se taire, les électeurs ne les obligeraient-ils pas à parler ? Est-ce que les opinions d'un candidat peuvent demeurer un mystère et alors que vaut cette affectation à dissimuler ce qui est nécessairement connu de tout le monde. Ce n'est plus là de la politique, c'est de la comédie et de la mauvaise comédie ; c'est de la farce.

La lettre de M. Franclieu, les plaintes du *Moniteur* attestent que ceux qui ont cru naïvement à la trêve des partis commencent à comprendre à quel rôle sacrifié ils sont réservés. La trêve des partis, l'union conservatrice, sont pour eux des duperies.

(Temps.)

L'Agence Havas, organe officieux du gouvernement, a été chargé de communiquer aux journaux la note suivante :

M. le ministre de l'intérieur a adressé à tous les préfets une circulaire télégraphique, pour leur faire savoir que le patronage du gouvernement ne pourrait être accordé qu'à ceux des candidats dont les professions de foi ne s'écarteraient pas de la politique de conciliation et d'union entre toutes les parties du parti conservateur.

Voilà ce qu'on peut appeler un coup de pied bien appliqué. Ce coup de pied n'atteint pas seulement M. Tristan Lambert.

ORIENT

Les nouvelles de l'Orient sont assez intéressantes. Il y a des atrocités commises par les Bulgares, et dont les journaux nous apportent d'odieus récits. Les Bulgares se vengent cruellement. Cette population d'un naturel timide et sournois, devient féroce dès qu'elle n'est plus contenue par le sentiment de la peur. On sait que les massacres de l'année dernière avaient été l'œuvre des Bulgares mahométans bien plutôt que celle des Turcs ; les Bulgares chrétiens prennent une abominable revanche. Pendant ce temps,

